

Britanniques, mais il nous faut auparavant adopter le système, qu'on suit dans ces pays là, par rapport au paturage, ainsi que du soin qu'on y apporte à n'avoir que de bonnes races d'animaux, à les bien nourrir, et de la méthode enfin de faire le beurre et le fromage. Il serait ridicule d'attendre de nos animaux, avec nos paturages, que leurs produits égalassent ceux de l'Angleterre, où l'on s'occupe si particulièrement de ces objets. Nous ne devons attendre de résultats aussi favorables, que lorsque nous aurons mis en pratique le système d'économie suivi en Angleterre aussi strictement que possible. Jamais temps fut plus favorable que celui-ci pour introduire en ce pays un nouveau mode de culture et nous le recommandons particulièrement. Les marchés d'Angleterre nous sont ouverts à des conditions avantageuses et nous perdrons infailliblement le commerce si nous laissons les étrangers les approvisionner à notre place. Nous avons tous les moyens de le faire, il ne nous en manque que l'application judicieuse; nous avons des terres, qui n'ont besoin que d'être bien cultivées pour nous être aussi profitables que l'est le sol de l'Angleterre en général. Mais nos efforts pour l'exécution de ce que nous soumettons à l'attention de nos lecteurs seront toujours inutiles, tant que nous n'aurons pas l'aide et le secours des classes aisées et instruites pour la recommander à la masse du peuple qui attend toujours leurs opinions, avant de croire aux résultats d'un plan nouveau qu'on lui propose. On a tort d'accuser nos cultivateurs de l'état stagnant de l'agriculture puis qu'on n'a encore recherché aucun moyen de les instruire, pour leur faire adopter un meilleur système. On rencontre si rarement des personnes disposées à sacrifier leur temps et leur argent pour l'instruction du peuple; et le nombre de personnes assez riche pour avoir des fermes-modèles est si peu considérable. Il faudrait presque une fortune pour pouvoir se procurer les meilleurs races d'animaux, ainsi que des instruments aratoires qui fussent parfaits; mais celui qui peut en faire l'acquisition, fait bien de se les procurer. Le manque de capital fait naître pour le cultivateur mille objections à l'introduction, qu'il voudrait faire de nouveaux systèmes sur ses terres. En Canada il y a beaucoup de fermes qui manquent même du nécessaire pour leur exploitation. Comment veut-on que l'agriculture fasse des progrès! Il est sans doute bien vrai, que l'introduction de meilleurs systèmes d'agriculture est un sûr moyen d'augmenter les capitaux, mais pour cela il faut quelque chose de plus, qu'une bonne théorie, il faut les efforts réunis de ceux qui ont l'intérêt du pays à cœur, pour la promouvoir et la faire exécuter, puisqu'elle doit avoir de si bon résultats. L'exemple vaut mieux que le précepte pour faire adopter au peuple des moyens nouveaux, fut-ce même pour son propre avantage. Commençons donc enfin et éclairons les fermiers canadiens jusque dans les recoins les plus reculés du pays. Que nos instructions soient régu-

lières et constantes, il n'est pas naturel que les hommes regrettent longtemps ce que la raison et la science leur suggèrent pour leur propre progrès. Quelques uns refuseront de se rendre sans doute, mais non pas tous, et l'exemple de ceux-ci ne peut tarder à vaincre l'obstination de ceux-là. D'ailleurs nous n'avons pas le droit de croire qu'on rejettera nos propositions avant que nous ne les ayons auparavant offertes. La publication d'un Journal politique, que nous pourrions entreprendre nous promettrait sans doute une circulation plus étendue que nous n'avons à attendre pour celui-ci, mais après réflexion nous préférons notre première détermination, persuadé que nous sommes, que l'agriculture est le fondement le plus solide du bonheur d'une nation policée. Nous n'attendons pas de plus douce récompense pour nos faibles efforts que d'avoir contribué à la propager. Les sociétés d'agriculture en Irlande ont envoyé des jeunes gens dans les Pays-Bas pour qu'ils puissent y apprendre une méthode plus efficace de cultiver le lin. Le Canada, nous le croyons, est égal, (s'il n'est pas supérieur aux Pays-Bas) pour la production du lin et du chanvre, et cependant nous ne nous en sommes encore jamais occupés. Le premier avantage que nous retirerions de la culture de ces plantes sur un grand pied, serait d'abord l'établissement de manufactures qui les achèteraient des cultivateurs et le second, que nous pourrions en faire un grand objet d'exportation sur les marchés étrangers, en même temps que nous pourrions y envoyer notre bœuf, notre lard, beurre, fromage, &c. ce double produit serait aussi d'une grande conséquence pour nous.

On ne prend pas généralement en ce pays assez garde que le beurre destiné à l'exportation ne doit être mis que dans une seule espèce de barils (nous en donnerons le dessin dans notre prochain No.) comme nous l'avons souvent remarqué. Nous attendons beaucoup de la co-opération de la société d'agriculture établie à Montréal (siège du Gouvernement) pour l'avancement de l'agriculture, le peuple recevrait avec confiance toutes les instructions qui en pourraient découler. Quel malheur qu'on ait presque renoncé jusqu'ici au projet d'introduire des améliorations dans une branche qui forme le seul moyen de subsistance aux 9-10e de la population Canadienne. On pourrait y joindre un musée, un dépôt d'instruments aratoires, des différents grains, &c. une bibliothèque et un Journal d'Agriculture, qu'on publierait tous les mois en français et en anglais. L'avantage qu'une paroisse retirerait de l'exécution de ce plan, surpasserait de beaucoup les dépenses qu'elle occasionnerait. On nous accusera peut-être d'une exaltation outrée, mais qu'on l'exécute, et nous répondons du succès. D'ailleurs ce n'est rien de nouveau que nous proposons là, puisque ce plan, il n'est presque pas de pays civilisé où on ne le suive. Nous avons d'ailleurs l'exemple des personnes les plus distinguées de la mère-patrie qui encouragent de tout leur crédit, ce qui peut tendre aux progrès de l'agriculture. Le Trésorier des forces fit les remarques